



**LOME PEACE AND SECURITY FORUM**

## **Comment renforcer les transitions politiques vers une gouvernance démocratique en Afrique ?**

**1<sup>ère</sup> édition 21 & 22 octobre 2023, Lomé -Togo**



## Sommaire

1.	Contexte.....	2
2.	Objectifs.....	4
2.1	Objectif global.....	4
2.2	Objectifs spécifiques.....	4
3.	Résultats attendus.....	4
4.	Aperçu thématique.....	5
4.1	Démocraties africaines en berne.....	5
4.2	Transition Politique : une opportunité à saisir pour une gouvernance durable.....	6
4.3	La communauté internationale : un handicap pour les transitions politiques africaines ?.....	6
4.4	Une transition politique consensuelle.....	7
5.	Déroulement du forum.....	8
6.	Participants.....	8



# Note Conceptuelle

## 1. Contexte

L'Afrique avec son histoire, son sens de l'innovation et sa jeunesse, contribue à consolider le rôle du continent au sein de la communauté internationale. Néanmoins l'instabilité politique qui prévaut dans plusieurs pays africains témoigne d'un malaise profond aux causes multiformes. De nature politique, les élus par le peuple ne remplissent pas leur mission régaliennne de transformer les besoins de la population en action politique concrète. D'ordre économique, les indicateurs en termes de développement et de bien-être ressortent affaiblis des instabilités de la dernière décennie.

Le niveau élevé de conflit, les lacunes en matière de gouvernance la fragilité des institutions, l'exploitation des systèmes financiers et l'appropriation des conflits locaux par des groupes idéologiques, posent une menace sans précédent sur tout le continent.

La crédibilité des institutions étatiques est remise en question et le contrat social mis à mal, les fragilités dans les sphères politiques, économiques et sécuritaires sont exacerbées. Dans la crise qui en résulte, la manipulation constitutionnelle ou la prise de pouvoir militaire remplacent les processus démocratiques et transparents. La phase de transition politique qui en résulte est caractérisée par une période intermédiaire entre deux régimes, mais le processus démocratique en est-il détourné pour autant ? Il apparaît que, dans de nombreux contextes, le pouvoir politique est de-facto de-institutionnalisé au bénéfice de la phase de transition politique. En évaluant ces événements, la communauté internationale est-elle capable de faire face à la crise immédiate à laquelle elle est confrontée et de s'engager à promouvoir une gouvernance démocratique ? Il ne faut pas sous-estimer l'impact du développement rapide de l'extrémisme violent, qui complique davantage les voies des États vers une démocratie pacifique.

La communauté internationale dans son ensemble peine à trouver des solutions intégrées à ces défis sécuritaires et à trouver les ressources nécessaires pour contrer ces menaces. Les réactions occidentalocentrées se limitent à une condamnation catégorique, en négligeant les causes et la frustration de l'impasse de la politique, qui limite sa réponse à des résultats superficiels plutôt que comprendre les transformations nécessaires.

Analyser les raisons politiques et économiques qui ont conduit à l'effondrement du processus démocratique, ouvre des espaces de réflexion et permet de formuler des recommandations, sans cautionner pour autant la prise de pouvoir par la force.



Le processus électoral et le renforcement des capacités des institutions sont indéniablement importants, ils deviennent toutefois inefficaces si toute la phase de la transition politique n'est pas correctement affrontée. La réponse institutionnelle doit dépasser les clivages personnels, claniques et des lobbies et exige une clarté éthique : l'alternance dans la gouvernance des affaires publiques (*res publica*) est signe de respect de la volonté du peuple et pas une débâcle pour les perdants. Le défi à relever aujourd'hui est de contribuer aux efforts visant à instaurer durablement la paix et la stabilité sur l'ensemble du continent. Cela traduit la volonté renouvelée du Togo de continuer à jouer un rôle de premier plan au service de la paix en Afrique, non seulement en offrant son cadre pacifique aux grandes conférences de paix régionales et internationales, mais aussi en mettant son savoir-faire au service de la paix sur le continent. La récente consécration de Lomé comme "capitale de la paix, de la médiation, du dialogue et de la tolérance" en est l'illustration.

Ainsi, l'organisation du Forum de Lomé vise à développer un nouveau prisme de lecture du contexte africain par les acteurs du continent, à tous les niveaux de gouvernance.

Le Forum de Lomé est unique en raison de sa focalisation sur l'Afrique, de son format multilatéral et de l'accent mis sur le dialogue, la transition démocratique, la médiation, l'innovation et l'engagement des jeunes. Ces caractéristiques contribueront à en faire un forum important pour façonner le discours africain sur la transition démocratique, les conflits, le dialogue politique et la sécurité.

Les transitions politiques vers la gouvernance démocratique en Afrique doivent être guidées par un engagement visant à promouvoir le bien-être des citoyens et à veiller à ce qu'ils puissent vivre dans la paix, la prospérité et la sécurité. Cela nécessite un effort soutenu et coordonné de la part des gouvernements africains, des organisations internationales, des groupes de la société civile et d'autres parties prenantes pour relever les défis complexes auxquels le continent est confronté.

Cette note conceptuelle décrit les objectifs, les résultats attendus et les lignes directrices qui guideront le travail du Forum et présente les thématiques qui seront traitées pendant les panels.



## **2. Objectifs**

### **2.1 Objectif global**

Il est prévu que le forum serve de plateforme permanente pour formuler des recommandations réalistes allant au-delà des façades formelles, et pour fournir un espace pour entreprendre des processus de dialogue et de médiation.

L'objectif global de l'édition inaugurale du forum est d'engager une réflexion commune sur le défi du renforcement de la transition politique vers la gouvernance démocratique, face à la complexité au niveau national et continental, en tenant compte des réponses qui ont été fournies par les gouvernants, les organisations sous-régionales et internationales.

### **2.2 Objectifs spécifiques**

Plus précisément, ce forum vise à :

- Identifier et analyser les raisons d'une transition politique
- Renforcer la compréhension des effets et des conséquences des déficits de gouvernance démocratique en Afrique
- Identifier des solutions audacieuses et réalisables pour renforcer la gouvernance démocratique.

## **3. Résultats attendus**

Le partage de connaissances et d'idées sur les spécificités du déficit de la gouvernance démocratique permettra une évaluation globale plus nuancée et aidera les participants à oser des propositions originales. Les résultats attendus sont :

- Créer un espace de dialogue ouvert et sincère sur les défis rencontrés dans le contexte africain.
- Les participants sont sensibilisés à la gouvernance démocratique et partagent une analyse sur les transitions politiques en Afrique.
- Exploiter la créativité et l'innovation inhérentes au continent pour proposer des modèles et des solutions adaptés aux défis locaux. Fournir une plateforme pour articuler les besoins de soutien des États en transition politique à la communauté internationale.
- Assurer une plateforme permanente pour développer des propositions avec des actions concrètes et réalistes et accueillir le dialogue et la médiation.



## 4. Aperçu thématique

### 4.1 Démocraties africaines en berne

Comme en témoignent les tensions structurelles et les crises sociopolitiques qui menacent la stabilité et le développement en Afrique, la gouvernance démocratique sur le continent a subi une régression qualitative au cours des dernières années.

L'entrée de l'Afrique dans le train de la démocratie sous l'influence de la convergence d'événements nationaux et internationaux avait cependant laissé entrevoir l'espoir d'un reniement de la violence dans les relations sociales et l'accession anticonstitutionnelle au pouvoir. En outre, la remarquable convergence de tous les systèmes de gouvernement des pays africains à une date récente, à l'exception de quelques-uns, en faveur de la démocratie représentative et sa généralisation, avait en effet fini par faire penser que le continent africain était entré irréversiblement dans la galaxie des pays démocratiques. Il n'y a pas un seul pays africain qui ne réclame la démocratie. Il est de plus en plus évident que les démocraties sont susceptibles d'évoluer de manière réversible, voire de régresser, au grand dam de leurs défenseurs les plus enthousiastes.

La récurrence des coups d'État, semble indiquer une inefficacité des approches actuelles de gestion de la démocratie qui postule normalement l'abandon de tout recours à la force au profit du dialogue dans les compétitions politiques, le renouvellement des élites dirigeantes et la résolution des problèmes sociaux. Les réponses des gouvernements face à l'expression du mécontentement des citoyens quant à la mauvaise gouvernance économique et politique, à la corruption, à l'impunité des responsables officiels, aux abus de pouvoir et aux violations des droits humains, sont de plus en plus insuffisantes et parfois tout simplement inadaptées. L'avènement de dirigeants élus démocratiquement n'a rien changé aux politiques de prédation, de clientélisme et de corruption, alors que les populations attendaient une répartition plus équitable des richesses nationales. Les gouvernements se sont révélés incapables de satisfaire les demandes des populations.

Les politiques menées par les dirigeants africains sont en déphasage avec les conditions de vie d'une large partie de la population. Sur le plan économique,



avec les difficultés à surmonter le quotidien ; sur le plan social, avec une absence de perspectives, notamment par une jeunesse en ébullition.

La mise en place de programmes ambitieux de croissance économique et de réformes structurelles, sous l'impulsion technocratique des bailleurs de fonds, sous-estime la résilience latente de la population et le phénomène contestataire qui prévaut sur une démocratie en Afrique désormais en berne.

#### **4.2 Transition Politique : une opportunité à saisir pour une gouvernance durable**

La chute de tout régime offre une opportunité de démocratisation et d'amélioration des conditions devant guider la future gouvernance du pays concerné. Ces objectifs ne peuvent être atteints que si la transition politique qui s'en suit se donne le temps et les moyens de créer les conditions pour y arriver.

Les analystes concordent qu'il est hautement impératif, dans les sociétés vulnérables comme les pays africains, d'adopter des institutions politiques et administratives capables de favoriser une gouvernance consensuelle des affaires de l'État et favoriser un contrôle plus efficace de l'action publique. Cela doit prendre en compte l'histoire et les cultures locales, puisque la démocratie dans sa genèse n'est pas un dogme exportable. Il est important de tenir compte de ces facteurs pour trouver un juste équilibre entre les idéaux démocratiques universels et les réalités locales, pour favoriser un développement démocratique durable.

La transition politique doit être une occasion pour l'Afrique de changer le paradigme de démocraties élitaires en démocraties accessibles et libérales.

#### **4.3 La communauté internationale : un handicap pour les transitions politiques africaines ?**

Lorsque surviennent des coups d'État, la réaction de la communauté internationale est souvent encline à condamner et à exercer des pressions pour l'organisation d'élections démocratiques. Du point de vue international, cette urgence électorale vise à éviter que les dirigeants non élus accèdent et perdurent au pouvoir. Cependant, au lieu d'être l'antichambre d'une élection bâclée, la transition politique doit jeter réellement les bases de la reconstruction, de la pacification et de la réconciliation.



La gestion politique de la transition devient aussi un enjeu de pouvoir et d'influence pour les acteurs étrangers impliqués. Le soutien à la transition est également l'objet de rivalités institutionnelles, multilatérales ou bilatérales. Le foisonnement d'acteurs internationaux accroît le manque de visibilité de l'intervention internationale brouillant ainsi son intervention initiale, alors que les tentatives de coordination internationale demeurent superficielles et constituent un obstacle important pour les États qui gèrent les transitions. Les discussions sur le processus de démocratisation de la transition politique devraient inévitablement se concentrer sur les actions à entreprendre dans la région pour que les défis du développement soient traités comme faisant partie intégrante du projet démocratique et que le bien-être des citoyens soit au centre de la politique de développement. La communauté internationale tend vers une approche de vouloir tout contrôler qui semble nier la possibilité aux pays de proposer des solutions alternatives crédibles de gestion des transitions politiques. Le recours à des modèles exogènes facilite le travail des fonctionnaires internationaux mais ne s'adapte pas aux réalités locales. A vouloir tout contrôler à partir d'un centre, cette communauté finit par nier l'exception des sociétés africaines capables de se transformer par elles-mêmes. Les équilibres géopolitiques en constante évolution déterminent le rythme de la croissance économique mondiale, tandis qu'une grande partie du continent africain reste sous-développée et surexploitée.

De plus, l'Afrique est marginalisée au cœur des prises de décision. Les organisations sous-régionales et les institutions internationales devraient fournir des orientations, mais pas être des obstacles, pour permettre des réformes profondes et audacieuses. Certes, toute prise de pouvoir par la force est regrettable. Néanmoins, la communauté internationale doit être capable de discerner les aspects qui émane de la volonté du peuple et de soutenir le changement à partir du bas : les sanctions n'ont qu'un impact limité.

#### **4.4 Une transition politique consensuelle**

Les transitions politiques offrent l'opportunité de démocratisation et d'amélioration des conditions devant guider la future gouvernance du pays concerné. Les analystes considèrent comme impératif d'adopter des institutions politiques et administratives capables de favoriser une





gouvernance consensuelle des affaires de l'État et un contrôle plus efficace de l'action publique.

Ce processus exige la participation inclusive de toutes les forces vives de la nation. L'alternance entre accession inconstitutionnelle au pouvoir et démocratisation nous invite donc à réfléchir non seulement sur les éléments de rupture, mais aussi sur la continuité des dynamiques politiques à moyen ou long terme.

Plus précisément, les réflexions doivent se concentrer sur les facteurs de fragilité des institutions étatiques africaines et sur la manière de les surmonter, ainsi que sur le rôle des organisations multilatérales, les réalités politiques et sécuritaires qui entravent les transitions, et la possibilité de proposer des solutions africaines aux problèmes africains.

## **5. Déroulement du forum**

Les séances de travail prendront la forme de cinq panels en présence d'un modérateur et cinq ou six personnalités par panel, en fonction du thème.

Chaque panel sera suivi d'une discussion ouverte à tous les participants. Une restitution sous forme de document final sera ensuite préparée par les organisateurs du Forum.

Les cinq panels aborderont les thèmes suivants :

- 1) Facteurs de fragilité des institutions étatiques en Afrique
- 2) Défis politiques et sécuritaires qui entravent la transition politique vers une gouvernance démocratique
- 3) Bâtir des institutions fortes et l'État de droit en Afrique
- 4) Organisations internationales et sous-régionales : quel rôle devraient-elles jouer dans le soutien aux transitions politiques ?
- 5) Solutions africaines : mobiliser l'innovation et l'agilité du continent

## **6. Participants**

Le forum se pose comme objectif d'assurer une participation multiniveau qui réunisse : des représentants du gouvernement (exécutif, législatif, administration nationale, provinciale et locale), des partis politiques, des organisations de la société civile et des organisations communautaires, des médias, du monde de l'entreprise et des organisations professionnelles.